



Coup de projecteur sur la compétition France / Allemagne

La montée
en puissance
de la Chine

Pour une
démographie
efficace

Un monde
menacé par
le réchauffement
climatique

La zone euro
face aux autres pays
développés

Envolée des
inégalités : gros dégâts
sur les contrats sociaux

Appauvrissement
des états,
enrichissement des
actionnaires

L'indispensable
rentabilité des entreprises
exportatrices

L'urgente
réforme des
retraites

L'urgente
réforme des services
publics

Fondamentaux
de la guerre économique
et monétaire

UN INDISPUTABLE DÉCLIN

Employer le mot tabou de « déclin » en pleine campagne électorale peut choquer. Mon expérience personnelle m'a au contraire démontré que pour obtenir un sursaut d'une entreprise en grandes difficultés, il faut partir d'un constat sans complaisance des dérives qui la mettent en danger. Puis montrer qu'une trajectoire de redressement volontariste est possible.

Pour mesurer le déclin d'un pays, il faut comparer ses performances à celles d'un pays exposé aux mêmes contraintes et opportunités. Deux approches vont être successivement employées (ci-dessous et dans l'autre article : *La zone euro face aux autres pays développés*).

COUP DE PROJECTEUR SUR LA COMPÉTITION FRANCE / ALLEMAGNE

Pour mesurer l'importance d'être dirigés par des hommes d'état plutôt que par des politiciens, partons d'un découpage de la période 1962-2019 par mandatures.

Le bilan économique des douze années de pilotage de la France par Georges Pompidou est exceptionnel. Sur la vitesse acquise, la supériorité des performances française se poursuit jusqu'en 1980. Pour l'ensemble de la période 1962-1980, les dépenses des ménages ont cru de 3,8 % par an en France et 3,2 % en Allemagne. Et la croissance des emplois fut de 1 % en France, nulle en Allemagne. Dans les deux pays, les balances des paiements fut légèrement négatives, croissance financièrement équilibrée dans les deux pays.

Il faut du temps pour démolir une économie. De 1980 à 2007, sous le règne de Mitterrand puis de Chirac, deux politiciens plus intéressés par la conquête puis la conservation du pouvoir que par le maintien d'une croissance équilibrée, les performances basculèrent progressivement au bénéfice de l'Allemagne, malgré le coût et la durée de la réunification ; et grâce aux « lois Hartz », votées par une coalition « gauche-verts », qui adaptèrent le marché du travail aux contraintes de la mondialisation. Le plein effet de ces politiques opposées, et de leur impact sur la fragilité face à la crise financière, est apparu sous les mandatures de leurs successeurs.

Cette approche par mandatures fournit une première clé de lecture pour expliquer l'écart croissant qui s'est creusé entre les deux pays.

En Allemagne, tous les partis aspirant au pouvoir sont habitués à la recherche, puis à la mise en œuvre, de compromis raisonnables assurant le maintien de la compétitivité du pays.

Celle de la France s'est écroulée à partir de la crise mais cet effondrement a été préparé par des années d'affrontements pour la conquête du pouvoir, puis la mise en œuvre de programmes incompatibles, commençant par la destruction de la politique ébauchée par leurs prédécesseurs. Comportements qui s'expliquent par un mélange d'ignorance des rouages de la mondialisation économique et financière, d'a priori idéologiques de la grande masse des citoyens électeurs, et d'une tradition révolutionnaire qui rêve d'un « grand soir » et méprise les compromis.

LES ARBITRAGES ENTRE SERVICES PUBLICS ET ÉCONOMIE MARCHANDE

La véritable richesse dont dispose un pays est la Population en Age de Travailler, sa taille et son aptitude au travail.

Première constatation : une forte proportion de cette PAT n'apparaît pas dans les statistiques officielles concernant l'emploi. Seule une petite partie des exclus est en chômage officiel, ce qui enlève beaucoup à la signification de ce taux si trafiqué. Or une partie des exclus participe à la création de richesse, soit en travaillant au noir, soit en se dévouant dans des activités caritatives, soit en s'occupant de leurs petits-enfants pour permettre aux parents d'aller travailler. En 1981, ces exclus représentaient la bagatelle de 27,5 % de la PAT en France, et même 33,4 % en Allemagne, où traditionnellement les femmes désirant des enfants devaient, faute de crèches et d'aides publiques, se retirer du marché du travail. Gros avantage initial pour la politique familiale française. Une forte mobilisation en Allemagne et la réduction de la politique familiale en France en faveur d'autres dépenses sociales (retraites, assurance chômage...) ont retourné la situation. En 2019, les exclus du marché du travail représentent 28,7 % en France contre 26,2 % en Allemagne.

De 1981 à 1995, la France a détruit 244 milliers d'emplois dans l'économie marchande et en a créé 979 milliers dans les services publics. Ces évolutions totalement divergentes traduisent un tropisme aigu de la gauche en faveur des services publics, parés de toutes les vertus, et une hostilité envers les activités marchandes qui, à ses yeux, souffrent de deux graves « défauts » originels : ceux qui réussissent peuvent y gagner beaucoup d'argent, ceux dont les entreprises échouent sont licenciés. Caricaturons un peu : pour beaucoup de français, le programme idéal serait « Tous fonctionnaires » (revenu universel pour tous, interdiction de licencier et nationalisation des canards boiteux) et la retraite à 60 ans ». Et après nous le déluge pourrait-on ajouter...

De l'autre côté du Rhin, l'Allemagne a créé 2 933 milliers d'emplois dans l'économie marchande, 101 milliers seulement dans les services publics.

De 1995 à 2007, il a suffi que l'hostilité cesse pour que la France crée 932 milliers d'emplois dans l'économie marchande. Mais l'application prudente de la technique de reconduction des services votés (pas de vagues...) a encore conduit à créer 754 milliers d'emplois dans les services publics.

Dans le même temps, l'Allemagne a encore créé 2 039 milliers d'emplois dans l'économie marchande mais en a détruit 629 milliers dans les services publics.

Bilan de 35 années gâchées : en France, la part des emplois marchands dans la PAT a régressé de 57,6 % en 1981 à 51,4 % en 2017. Celle des emplois publics a gonflé de 14,9 % à 17,8 %.

À comparer avec l'Allemagne, respectivement 55,8 % à 64,3 % ; et 10,8 % à 9 %. Il y a aujourd'hui deux fois plus d'emplois publics en France et un quart de moins d'emplois marchands.

À titre exceptionnel, le bilan des trois premières années de la présidence Macron mérite d'être commenté car il indique un début d'inversion de tendance. En trois ans, et malgré l'impact de la crise sanitaire, 651 milliers d'emplois ont été créés dans l'économie marchande, 168 milliers supprimés dans les services publics (réduction des emplois aidés multipliés par Hollande pour enjoliver les statistiques

concernant le chômage). Premiers effets des nouvelles mesures concernant le marché du travail, inspirées des lois Hartz qui ont fait la preuve de leur efficacité outre Rhin.

Aucun modèle n'est parfait. La priorité allemande à l'économie marchande va trop loin : elle aboutit à un dépérissement des services publics, des retards dans l'équipement informatique, et surtout un vieillissement des équipements publics faute d'investissements. Nous verrons, en confrontant les situations financières de quinze pays développés, que l'Allemagne serait financièrement capable d'opérer une remise à niveau des services publics. Ce sera un enjeu lourd de la mise sur pied d'un programme de gouvernement et du choix des ministres. Si le ministre des finances est un partisan acharné du « frein à la dette » inclus en 2009 dans la constitution allemande, ce déséquilibre risque fort de perdurer. Mais les répercussions sur l'Europe seront beaucoup plus graves. Elle risquerait alors de plonger dans de longs mois de négociations sur les règles budgétaires, au lieu de consacrer ses forces sur les discussions avec les États-Unis concernant le « trésor des GAFA ». Puis de retomber dans des années d'austérité.

L' ARBITRAGE ENTRE HAUSSE DE SALAIRE ET EMPLOI

« *L'enfer est souvent pavé de bonnes intentions* » a compris la sagesse publique. Hélas, pas les politiciens français, qui s'obstinent à appuyer sur le mauvais bouton, ni les électeurs qui ont gobé leurs promesses irréalistes. Que l'on veuille appliquer un programme de « gauche » ou de « droite », mieux vaut connaître les « Rouages de l'Économie » que vos décisions vont mettre en branle.

Quand un pays a une balance commerciale structurellement excédentaire, il crée un supplément de richesse. La croissance de son PIB, et donc celle de l'emploi, sont boostées, et sa situation financière externe est améliorée. C'est le cas de l'Allemagne.

Quand un pays a une balance commerciale structurellement déficitaire, il vit au dessus de ses moyens et accroît son endettement externe. Sa demande interne, et l'ensemble des dépenses des ménages qui en constitue l'essentiel, croissent plus vite que son PIB... jusqu'au jour où les prêteurs étrangers sonnent la fin de la fête. Les grecs et les espagnols ont pu mesurer la longue et douloureuse période d'austérité qu'a nécessité la correction des excès antérieurs.

Dans le cas du match France / Allemagne, les contre-performances 2008-2017 permettent de mesurer l'ampleur des dégâts causés par les décisions - ou absence de décisions - des 26 ans de règne des politiciens :

- la croissance des emplois allemands a battu sur le fil celle des emplois français,
- mais la croissance des dépenses des ménages a été limitée à 0,91 % par an en Allemagne, contre 1,52 % pour la France.

Le modèle français a recherché en permanence la progression immédiate des rémunérations au détriment de l'emploi et de la solidité financière externe. Le modèle allemand a choisi la solidité financière, et l'emploi, au détriment de la croissance immédiate des rémunérations. Et a assuré la croissance à long terme de ces dernières. L'histoire a commencé à valider les choix allemands.

